

Le Monde

UNE

La France et l'Europe en panne de croissance

1,104 mots
13 mai 2010
Le Monde
LEMOND
1
Français

© Le Monde, 2010. Tous droits réservés.

PIB en France : + 0,1 % au premier trimestre La consommation des ménages est atone Inquiétude sur le redémarrage des investissements Une timide reprise se confirme en Allemagne

A peine convalescente. Au regard des chiffres relatifs au premier trimestre publiés par l'Insee mercredi 12 mai, c'est le terme que l'on peut appliquer à une économie française qui sort d'une année 2009 marquée par la récession - la baisse historique de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB).

Sur les trois premiers mois de 2010, le PIB a progressé de 0,1 % par rapport aux trois derniers mois de 2009. Moins que les prévisions (+ 0,2 %), et surtout nettement en deçà du rythme observé au dernier trimestre de 2009 (+ 0,5 %).

Cette première " photographie " de l'année en cours montre qu'un certain nombre de questions se posent sur deux composantes décisives de la croissance : la consommation des ménages, qui stagne en ce début d'année, et l'investissement des entreprises, qui tarde à faire son retour.

Or, de leur évolution dépend, pour une bonne part, la tenue, ou non, de la prévision du gouvernement : finir l'année 2010 sur une croissance du PIB de 1,4 %.

Fait le plus significatif de ce premier trimestre 2010, la consommation des ménages est atone : + 0 %, par rapport au dernier trimestre 2009, au cours duquel elle était encore en hausse de 0,9 %. Or, la consommation des ménages est " le moteur de l'économie française ", rappelle Mathilde Lemoine, directrice des études économiques et de la stratégie marchés chez HSBC France.

" La quasi-totalité du ralentissement du PIB provient de l'atterrissage, très prévisible, de la consommation des ménages ", relève Nicolas Bouzou, de la société Asterès.

En 2009, avec l'activation des " stabilisateurs automatiques " (allocations chômage, chômage partiel, contrat de transition professionnelle...), des mesures fiscales de soutien (comme la prime à la casse dans l'automobile), " la consommation avait bien tenu ", permettant d'atténuer la récession, rappelle Natacha Valla, directrice des recherches économiques chez Goldman Sachs France.

Sur le premier trimestre 2010, les seuls achats de produits manufacturés (un quart des dépenses des ménages) ont reculé de 1,9 % (+ 2,8 % au trimestre précédent).

" Il y a un fléchissement de la consommation et, si cela persiste, ce n'est pas une bonne nouvelle ", avance Xavier Timbeau, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (**OFCE**).

Pour Mme Lemoine, il y a un risque sur l'évolution de la consommation car " le revenu disponible des ménages ne va plus être à la hauteur de celui de 2009 " avec la fin de certaines mesures sociales et fiscales, la " stagnation des salaires " et une inflation plus forte.

Sans oublier l'" effet chômage ". " Si le taux de chômage baisse en fin d'année, cela aura un impact sur la confiance, ce sera un facteur de soutien à la consommation ", calcule Mme Valla.

Le problème est de savoir quand ce retournement aura lieu. Mme Lemoine situe l'équilibre destructions d'emplois-crétions d'emplois " plutôt en septembre ", avec un " pic du chômage fin 2010 ".

L'**OFCE** estime qu'il y aura 244 000 destructions de postes cette année. Le ministère de l'économie en anticipe 71 000.

" Le chômage ne baisse pas, le chômage de longue durée augmente, donc les stabilisateurs sociaux entrent moins en jeu, relève M. Timbeau. Cela va mettre la pression sur la consommation des ménages.

" Le taux de chômage (en métropole) atteindrait 10,5 % fin 2010 selon l'**OFCE**, 9,8 % selon Pôle emploi et l'Unedic - contre 9,6 % fin 2009.

Reste à savoir, également, quel impact aura la cure d'austérité que le gouvernement entend imposer à l'Etat sur les trois ans qui viennent (Le Monde du 12 mai).

La reprise des investissements des entreprises se fait attendre

L'autre interrogation porte sur l'évolution de l'investissement des entreprises. Un poste qui contribue " pour un tiers à la croissance du PIB ", selon M. Timbeau.

Aujourd'hui, la production de biens et services est certes à la hausse, même si elle " décélère " selon l'Insee (+ 0,2 %, contre + 0,6 % au dernier trimestre 2009). La seule production de biens augmente " au même rythme " que fin 2009 (+ 0,9 %, contre + 1 %).

Cela traduit le fait que les entreprises commencent à ne plus puiser dans leurs stocks. Même si ceux-ci pèsent encore sur la croissance : " leur variation contribue pour - 0,1 point à la croissance du PIB au premier trimestre ", souligne l'Insee.

Mais qui dit hausse de la production ne dit pas nécessairement - ou pas encore - hausse des investissements. " Leurs moyens de production étant sous-utilisés, les entreprises cherchent d'abord à les remplir, avant de songer à investir, relève Xavier Timbeau. Et puis certaines d'entre elles ont des bilans dégradés et n'ont pas la capacité d'emprunter, donc d'investir ".

L'investissement des entreprises non financières a reculé de 0,9 % au premier trimestre. Interrogés par l'Insee, " les chefs d'entreprises de l'industrie manufacturière anticipent " toutefois " une hausse de 6 % " de leurs investissements en 2010 par rapport à 2009, précise l'Insee.

Des prévisions annuelles de croissance en question " Le premier trimestre fait la croissance de l'année ", rappelle Mme Lemoine. Avoir + 0,1 % n'est donc pas une bonne base de départ.

" C'est une douche froide ", tranche Nicolas Bouzou, qui souligne que " l'économie française ne progresse pas de façon endogène " et qu'il " a suffi que le soutien public s'affaiblisse pour que la croissance s'effondre ".

Le gouvernement prévoit une croissance annuelle de + 1,4 % du PIB. " Nous sommes prudents et raisonnables. Il n'y a pas matière à inquiétude, il y a matière à patience, nous sommes sur une reprise lente ", fait-on valoir au ministère de l'économie.

Dans ses dernières prévisions en mars, l'Insee tablait sur une hausse de 0,2 % du PIB au premier trimestre, puis de 0,3 % au deuxième. Sur cette base, il aurait fallu des progressions de + 0,5 % à + 0,6 % sur les deux derniers trimestres pour atteindre la prévision gouvernementale.

La Commission européenne table, elle, sur une progression de 1,3 % du PIB français. Le Fonds monétaire international (FMI) parle de 1,5 %. L'OFFICE anticipe 0,9 %.

Les mois qui viennent vont être cruciaux. " L'enjeu sera de dynamiser l'activité sans mobiliser de fonds publics, indique l'économiste Nicolas Bouzou. Il s'agira donc essentiellement de lever certains freins réglementaires à la croissance ".

Philippe Le Coeur

Document LEMOND0020100512e65d00001